

**MEMORIAL**

**Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg**

**RECUEIL DE LEGISLATION****A — N° 2****14 janvier 2000****S o m m a i r e**

Règlement ministériel du 3 janvier 2000 modifiant le règlement ministériel modifié du 9 août 1993 fixant la compétence des bureaux d'imposition et de recette de l'administration des contributions directes .....	page 126
Loi du 7 janvier 2000 portant habilitation pour le Grand-Duc de réglementer certaines matières	127
Règlements communaux .....	127
Convention relative à la procédure civile, conclue à La Haye, le 1er mars 1954 – Succession de l'Ukraine .....	131
Convention sur le recouvrement des aliments à l'étranger, conclue à New York, le 20 juin 1956 – Communication du Chili .....	131
Convention européenne sur l'équivalence des périodes d'études universitaires, ouverte à la signature, à Paris, le 15 décembre 1956 – Ratification de la Russie .....	131
Convention sur la nationalité de la femme mariée, faite à New York, le 20 février 1957 – Adhésion de la Côte d'Ivoire .....	131
Protocole portant amendement de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 et Convention unique sur les stupéfiants de 1961, telle que modifiée – Participation du Pakistan	132
Convention européenne sur l'arbitrage commercial international, faite à Genève, le 21 avril 1961 – Communication de la Slovaquie et de la Slovénie .....	132
Convention supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers, conclue à La Haye, le 5 octobre 1961 – Ratification de l'Irlande .....	132
Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, signée à New York, le 7 mars 1966 – Retrait de réserve par l'Espagne .....	132

**Règlement ministériel du 3 janvier 2000 modifiant le règlement ministériel modifié du 9 août 1993 fixant la compétence des bureaux d'imposition et de recette de l'administration des contributions directes.**

*Le Ministre des Finances,*

Vu l'article 13 de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes et des accises;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 19 octobre 1977 fixant l'organisation de l'administration des contributions directes et des accises;

Sur la proposition du directeur des contributions;

**Arrête:**

**Article 1<sup>er</sup>.**- Les chiffres 10 et 11 de l'article 1<sup>er</sup>, lettre A. Section des personnes physiques du règlement ministériel du 9 août 1993 tel qu'il a été modifié et complété par celui du 17 décembre 1998 sont modifiés comme suit:

10. Le bureau d'imposition LUXEMBOURG X est compétent pour les contribuables non résidents, résidents à l'étranger, à l'exception des contribuables salariés résidents en Allemagne ou en France;

11. Le bureau d'imposition LUXEMBOURG Y est compétent pour les contribuables salariés non résidents, résidents en Allemagne ou en France.

**Article 2.**- L'article 1<sup>er</sup>, lettre B. Section des sociétés du règlement ministériel du 9 août 1993 tel qu'il a été modifié et complété par celui du 24 novembre 1997 est modifié comme suit:

1. Le bureau d'imposition SOCIETES LUXEMBOURG 1 est compétent pour les sociétés des groupes ARBED, MMR-A, CLT, GUARDIAN, CACTUS, MATCH et AUCHAN, ainsi que pour l'entreprise des P. et T.;

2. Le bureau d'imposition SOCIETES LUXEMBOURG 2 est compétent pour les sociétés anonymes qui ont leur siège social au canton de Luxembourg, pour les sociétés du groupe FRIOB, pour les associations religieuses, ainsi que pour certaines sociétés anonymes qui sont des grandes entreprises ayant leur siège social dans les cantons de Clervaux, Diekirch, Echternach, Mersch, Redange, Vianden et Wiltz et dans la commune de Junglinster;

3. Le bureau d'imposition SOCIETES LUXEMBOURG 3 est compétent pour les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite simple, les sociétés civiles, les groupements d'intérêt économique et les groupements d'intérêt économique européens;

4. Le bureau d'imposition SOCIETES LUXEMBOURG 4 est compétent pour les entreprises commerciales, industrielles et artisanales de droit public, pour les sociétés holding auxquelles ne s'applique pas le régime fiscal des sociétés de participations financières prévu par la loi du 31 juillet 1929, pour les associations et autres collectivités, à l'exception des associations religieuses, ainsi que pour les sociétés à responsabilité limitée ayant leur siège social dans la partie Sud et Est du canton de Luxembourg (ressorts fiscaux 501 à 504);

5. Le bureau d'imposition SOCIETES LUXEMBOURG 5 est compétent pour les sociétés coopératives agricoles et commerciales résidentes, pour les sociétés anonymes d'assurances résidentes et non résidentes, pour les sociétés en commandite par actions résidentes et non résidentes, pour les sociétés anonymes, les sociétés à responsabilité limitée et les autres collectivités non résidentes, pour les sociétés du groupe Cepal, pour les sociétés à responsabilité limitée ayant leur siège social dans la partie Nord et Ouest du canton de Luxembourg (ressort 704) ainsi que pour les sociétés anonymes et sociétés à responsabilité limitée ayant leur siège social dans les cantons de Capellen, Grevenmacher et Remich;

6. Le bureau d'imposition SOCIETES LUXEMBOURG 6 est compétent pour les sociétés financières résidentes et non résidentes;

7. Le bureau d'imposition SOCIETES DIEKIRCH est compétent pour les sociétés anonymes et les sociétés à responsabilité limitée ayant leur siège social dans les cantons de Clervaux, Diekirch, Echternach, Mersch, Redange, Vianden et Wiltz et dans la commune de Junglinster;

8. Le bureau d'imposition SOCIETES ESCH/ALZETTE est compétent pour les sociétés anonymes et les sociétés à responsabilité limitée ayant leur siège social dans le canton d'Esch/Alzette et dans les communes de Bascharage, Clemency et Dippach.

**Article 3.**- Le présent règlement sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 3 janvier 2000.

*Le Ministre des Finances,*  
**Jean-Claude Juncker**

## **Loi du 7 janvier 2000 portant habilitation pour le Grand-Duc de réglementer certaines matières.**

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 14 décembre 1999 et celle du Conseil d'Etat du 24 décembre 1999 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Après avoir obtenu l'avis du Conseil d'Etat et l'assentiment de la Commission de travail de la Chambre des Députés, le Grand-Duc sera habilité jusqu'au 31 décembre 2000 à prendre, en cas d'urgence constatée par Lui, des règlements grand-ducaux, même dérogoires à des dispositions légales existantes, ayant pour objet des mesures d'ordre économique et financier.

Sont exceptées de cette réglementation les matières réservées à la loi par la Constitution.

**Art. 2.** Les règlements grand-ducaux pris en vertu de la présente loi resteront en vigueur jusqu'à ce qu'il en soit autrement disposé.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Premier Ministre,  
Ministre d'Etat,  
Ministre des Finances,  
Jean-Claude Juncker  
Le Ministre de l'Economie,  
Henri Grethen*

Palais de Luxembourg, le 7 janvier 2000.  
Pour le Grand-Duc:  
Son Lieutenant-Représentant  
**Henri**  
Grand-Duc héritier

Doc. parl. 4603; sess. ord. 1999-2000.

### **Règlements communaux.**

(Les mentions ci-après sont faites en vertu de l'article 82 de la loi communale du 13 décembre 1988)

**Boevange / Attert.** - Règlement sur les canalisations. Modification.

En séance du 9 juillet 1999, le conseil communal de Boevange/Attert a modifié son règlement sur les canalisations du 20 avril 1965 (article 30). Ladite modification a été publiée en due forme.

**Echternach.** - Règlement concernant les services de taxi.

En séance du 14 décembre 1998, le conseil communal de la Ville d'Echternach a édicté un règlement sur les services de taxi. Ledit règlement a été approuvé par Madame le Ministre des Transports et Monsieur le Ministre de l'Intérieur et publié en due forme.

**Echternach.** - Ecole de musique. Adaptation du règlement.

En séance du 30 juillet 1999, le conseil communal de la Ville d'Echternach a modifié son règlement relatif à l'organisation de l'Ecole de Musique. Ledit règlement a été publié en due forme.

**Lenningen.** - Subside pour enfants fréquentant le conservatoire de musique ou toute autre école de musique analogue.

En séance du 14 juillet 1999, le conseil communal de Lenningen a pris une délibération relative à l'octroi d'une prime aux élèves ayant fréquenté avec succès le conservatoire de musique ou toute autre école de musique analogue. Ladite délibération a été publiée en due forme.

**Mertert.** - Règlement d'utilisation du centre culturel à Wasserbillig.

En séance du 09 juillet 1999, le conseil communal de Mertert a édicté un nouveau règlement d'utilisation du centre culturel à Wasserbillig. Ledit règlement a été publié en due forme.

**Mondorf-les-Bains.** - Règlement concernant l'enlèvement des ordures ménagères. Modification.

En séance du 8 septembre 1999, le conseil communal de Mondorf-les-Bains a modifié son règlement concernant l'enlèvement des ordures ménagères du 21 février 1991 (article 4). Ladite modification a été publiée en due forme.

**Rambrouch.** - Règlements de police d'urgence. Fermeture d'une partie du site des anciennes ardoisières de Haut-Martelange et de Rombach-Martelange.

En séance du 23 juillet 1999, le conseil communal de Rambrouch a confirmé 2 règlements d'urgence édictés par le collège échevinal en date du 19 juillet 1999. Lesdits règlements ont été publiés en due forme.